

1. Introduction

Dans le présent document, nous voulons déterminer si l'Asie du Nord, c'est-à-dire le Japon, la Chine, Hong Kong, Taiwan, la Corée du Sud et la Russie de l'Est, est en train de devenir plus intégrée au plan économique et, si oui, à quel rythme. Nous examinons des données sur le commerce et sur l'investissement et d'autres données économiques sur les pays de l'Asie du Nord, de même que les politiques commerciales et les politiques de développement de ces pays, pour déterminer si les changements apportés récemment aux économies de ces pays et si diverses mesures d'intervention favorisent une fusion, en Asie du Nord, des marchés des biens, des services, du capital et de la main-d'oeuvre.

Le document portera sur les tendances et sur la conjoncture au niveau du commerce, de l'investissement et de l'intégration économique en Asie du Nord (y compris le commerce et l'investissement intrarégionaux et extrarégionaux); les politiques des pays d'accueil et d'autres facteurs qui influent sur ces tendances et sur cette conjoncture; les rapports entre l'investissement étranger direct dans la région et les modalités du commerce de la région avec certaines des grandes économies du monde; les besoins en énergie et les ressources énergétiques; les politiques de protection de l'environnement, leurs conséquences et les possibilités qu'elles offrent; et les arrangements institutionnels actuels et proposés dans la région.

Nous tenterons également de répondre aux questions suivantes :

- Le secteur privé du Canada et le gouvernement du Canada devraient-ils être préoccupés par l'évolution du commerce et de l'investissement dans la « région »?
- Le secteur privé du Canada et le gouvernement du Canada pourraient-ils ou devraient-ils s'efforcer de renforcer la participation du Canada à la croissance de l'Asie du Nord?

L'intégration économique est favorisée par l'élimination graduelle des politiques et d'autres barrières qui segmentent les marchés des biens, des services, du capital et de la main-d'oeuvre, de sorte que l'affectation des ressources se rapproche de ce à quoi l'on s'attendrait sans mesure d'intervention ou d'autres contraintes. La pleine intégration économique signifie la fusion efficace des marchés des biens, des services, du capital et de la main-d'oeuvre¹.

¹ Pour un examen plus détaillé de la documentation sur l'intégration économique, consulter Julie Fujimura, *Towards Regional Economic blocs: Are We There Yet?*, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, document n° 95/01 du Groupe des politiques, janvier 1995.